



BUDGET : SARKOZY NE PRETE QU'AUX RICHES !

Le budget de l'Etat, concocté par Sarkozy, est un avant-goût de sa très grande ambition politique personnelle. On pourrait résumer cela en trois idées : protéger les fortunes, appliquer à fond les disciplines d'austérité, et faire semblant de soutenir les bas revenus et l'emploi par la démagogie, par exemple « les baisses de prix » dans les grandes surfaces.

Raffarin, encore plus malin, vient de découvrir que les commerçants avaient arrondi les prix vers le haut avec l'euro ! Sarkozy et Raffarin se livrent à une petite guerre médiatique : qui sera le plus fort des deux ? Mais la population, les salariés, les chômeurs, n'en ont que faire.

REGLE SARKOZY N°1 : PROTEGER LES FORTUNES

Chirac avait inventé la baisse de l'impôt sur le revenu. Sarkozy a une vision plus ciblée : les grands patrimoines et hauts revenus doivent payer moins. C'est ainsi qu'il promet une baisse des droits de succession qui avantagent (600 millions) les patrimoines les plus élevés. Il relève aussi de 50% la réduction possible d'impôts pour l'embauche de salariés à domicile. C'est donc l'embauche « d'employés de maison » aux frais des autres contribuables ! Quand on sait que 10% des ménages les plus fortunés possèdent plus de 40% du patrimoine, selon l'INSEE, on voit que Sarkozy protège bien son camp.

Il n'a pas osé toucher lui-même à l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) que les députés UMP veulent supprimer, mais il laissera l'Assemblée débattre librement sur ce sujet.

REGLE SARKOZY N° 2 : BAISSER L'IMPOT DES ENTREPRISES

L'impôt sur les sociétés va baisser (de 450 millions) une nouvelle fois, sous la pression des patrons qui veulent le ramener à la moyenne européenne.

Les patrons font du chantage : supprimez les 35 heures et aidez-moi où je pars faire des profits ailleurs. Sarkozy leur baisse l'impôt sur les bénéfices, la taxe foncière et professionnelle. Au nom de la lutte contre les délocalisations, 500 millions sont donc accordés aux entreprises

pour développer des « pôles de compétitivité ».

REGLE SARKOZY N° 3 : RESPECTER L'AUSTERITE EUROPEENNE

Le Pacte de stabilité en Europe mis en place après le traité de Maastricht, par tous les gouvernements, de droite comme de gauche, a imposé aux Etats des règles draconiennes de déficit budgétaires : moins de 3%. Ces règles ont saboté les budgets sociaux, l'emploi public. Elles ont aggravé le chômage européen. Sarkozy, en bon candidat à l'Elysée, se vante de les respecter à la lettre. Pour cela, 7200 postes sont supprimés dans la fonction publique et les dépenses seront strictement contrôlées.

Mais c'est aussi grâce aux privatisations et en particulier à celle d'EDF-GDF, contrainte de payer 7 milliards à l'Etat pour ticket d'entrée au régime général de retraite des salariés, que Sarkozy peut afficher un déficit conforme aux règles de l'Europe capitaliste, que la Constitution européenne en préparation veut figer pour des dizaines d'années sans retour en arrière possible.

FAITES VOS COMPTES : LES SALARIES PAIERONT !

Sarkozy affiche des comptes « aux normes » européennes. Mais pour les ménages modestes, l'addition va continuer à la hausse. En commençant par les effets de la loi Douste Blazy sur les dépenses de santé : un euro de plus par consultation, augmentation du forfait hospitalier, remboursements de médicaments, hausses des honoraires médicaux si on ne passe pas le filtre du médecin de référence. Même le prêt à taux zéro, qui profitait aux bas revenus pour acheter des logements, est supprimé!

Et malgré cela, le Medef en demande toujours plus !

Le 27 septembre 2004